

EX-YOUGOSLAVIE

De la jna à la nouvelle Armée Captation d'héritage

Jean-Arnault Dérens

Plus qu'aucune structure de l'héritage titiste, l'armée yougoslave a fait sa mue tardivement. D'Armée populaire yougoslave (Jugoslovenska narodna armija-JNA), elle est devenue l'Armée yougoslave (Jugoslovenska Vojska), perdant non seulement le qualificatif de « populaire » , mais abandonnant aussi pour celui de Vojska le nom d'Armija, chargé de références à la lutte des Partisans. Pourtant, ce n'est que récemment que les nouveaux insignes se sont généralisés sur les écussons des soldats : au lieu de l'étoile rouge, ils arborent désormais l'aigle bicéphale de la dynastie serbe des Karadjordjevic.

Pour les détracteurs de la Yougoslavie unie, l'armée aurait été de tout temps une « armée serbe », ce que contesteraient encore bien des Monténégrins, des Bosniaques ou des Macédoniens, pour qui cette armée restait un héritage de la résistance antifasciste. S'il existait probablement une tradition militaire différente chez les Serbes, les chiffres révélaient une composition effectivement pluri-nationale de l'armée, notamment au niveau du haut commandement. Ce n'est qu'aux échelons intermédiaires de la hiérarchie qu'une surreprésentation serbe pouvait être notée.

L'anecdote est peut-être vraie. En 1993, la ville de Mostar, en Herzégovine, était toujours assiégée par les milices nationalistes serbes. En plus de cela, les milices nationalistes croates avaient parqué

la population musulmane dans la partie orientale de la ville, qu'elles soumettaient à un second siège. Dépourvus d'armement lourd, les combattants bosniaques étaient obligés d'en « louer » aux Serbes pour se défendre contre les Croates. Un jour, un commandant bosniaque ordonne dix tirs d'artillerie sur les positions croates. Le bombardement commence et ne s'arrête pas au bout de dix tirs. Affolé, l'officier appelle son collègue serbe : « Arrêtez, on n'a pas de quoi payer le supplément ! ». L'officier serbe saisit le téléphone de campagne : « Cadeau de la maison ! Tu ne te souviens pas que nous étions ensemble à l'École militaire ? »

Les différentes armées nationales issues de l'éclatement de la Yougoslavie se sont ainsi, naturellement, formées à partir de l'ancienne armée commune. Au prix parfois d'un passage au grade supérieur, les cadres de la JNA ont rejoint leurs armées « nationales » naturelles, à quelques prestigieuses exceptions près, comme celle du général Jovan Divjak, commandant serbe de la défense de Sarajevo contre le siège mené par les nationalistes serbes et, durant un temps, numéro deux de l'armée bosniaque. Pour lui, le choix non pas « national », mais politique, a été de se battre pour défendre le principe d'une Bosnie unie et pluri-nationale. En plus de la JNA, les différentes armées nationales sont aussi issues de la Défense territoriale (Teritorjalna Odbrana, TO), qui était placée sous la responsabilité des autorités de chacune des républiques, dès avant l'éclatement de l'État commun.

Armée partisane et défense du socialisme

Quelle ville yougoslave ne possédait pas son avenue de l'Armée populaire, et sa salle des fêtes de l'Armée (Dom JNA), largement ouverte à toutes sortes de manifestation culturelle ? Partout dans le pays, monuments et slogans rappelaient la geste héroïque de la lutte de libération antifasciste. La Deuxième Guerre mondiale a pris l'allure d'une sanglante guerre civile en Yougoslavie. Aux zones d'occupation allemande, italienne et bulgare, s'ajoutèrent un « État indépendant croate » (NDH) à la solde d'Hitler et le régime ultra-collaborationniste du général Nedic en Serbie. Deux mouvements principaux de résistance ne tardèrent pas émerger, les tchétniks, nationalistes serbes du général Draza Mihajlovic, et les Partisans communistes de Tito. La guerre fut largement une succession de combats entre oustachis croates, l'armée du NDH, et tchétniks, entre tchétniks et partisans, et

ainsi de suite. Si l'on faisait l'inventaire des différents groupes armés, il faudrait encore mentionner les milices fascistes serbes de Ljukic et les résistants nationalistes albanais du Balli Kombëtar, actifs au Kosovo. La victoire des Partisans et la libération entraînèrent de sanglantes purges, un écrasement sans pitié des vaincus, comme les nationalistes albanais au Kosovo, mais aucune catharsis ne put avoir lieu. Dans la vulgate historique diffusée durant l'époque communiste, oustachis et tchétniks étaient communément ostracisés, sans qu'aucun vrai débat ne s'ouvre.

L'histoire n'avait plus qu'à tourner, pour que les nouveaux régimes procèdent à une révision du passé. Le régime croate a toujours préféré manier l'ambiguïté, en ne réhabilitant jamais officiellement le NDH, mais les symboles tchétniks ont été ouvertement repris en Serbie, à commencer par la croix aux quatre « S » ou l'aigle bicéphale de la monarchie des Karadjordjevic, qui ornent désormais les passeports yougoslaves et que l'on retrouve dans l'émblématique de la nouvelle armée yougoslave. C'est tourner délibérément le dos à l'héritage des partisans.

La Yougoslavie a vécu quarante années dans un complexe de double enfermement, de double hostilité. Pays socialiste, elle s'estimait menacée par les forces de l'Otan basées en Italie ou en Grèce, mais pays «dissident» à partir de 1948, elle craignait une invasion des troupes du pacte de Varsovie. La réalité de la diplomatie yougoslave a été un jeu constant entre les deux blocs, pour obtenir de l'un ou de l'autre, au gré d'accords publics ou secrets, des garanties et des avantages. Indépendamment de la réalité de la menace, elle contribuait à entretenir dans le pays un climat d'alerte permanente. La TO jouait un rôle-clé dans la conception de la Défense populaire généralisée (ONO). Chaque usine et chaque établissement scolaire disposaient de leur cache d'armes, et l'ensemble du peuple était prêt à défendre la patrie en cas d'invasion. Les réservistes, appelés régulièrement à des entraînements militaires, devaient être le fer de lance de la défense, sur un modèle parfois comparé à celui de la Suisse ou d'Israël. La conception de l'ONO était liée à celle de «l'autodéfense sociale» (DSZ) visant à dépister l'ennemi politique intérieur. La Yougoslavie a incontestablement connu un système de contrôle policier et de délation d'une intensité inférieure à celle des autres pays socialistes, mais ce système était structurellement greffé sur la vision militariste d'un pays en état d'alerte permanente¹. En réalité, si la TO a contribué à créer un climat militariste permanent,

elle a perdu tout caractère « yougoslave » au cours de la dernière période d'existence de la Fédération. Placée sous le contrôle des autorités de chaque république, la TO a été le premier outil militaire des républiques nouvellement indépendantes : la TO slovène aurait, dans le mythe pieusement répandu, repoussé la JNA lors de la « petite guerre » de juin 1991, la TO croate a fourni l'essentiel des structures de la Garde nationale, embryon de l'Armée croate. La TO des régions de Croatie au peuplement serbe, comme la Krajina, a transféré en 1990 son allégeance du Parti communiste au nouveau Parti démocratique serbe (SDS) et a directement organisé le soulèvement qui a servi de prétexte à la guerre. En Serbie même, les réservistes ont largement fourni les rangs des milices ultranationalistes.

Une anecdote répandue en Yougoslavie disait que, si à l'ouest les gens devaient travailler toute leur vie pour jouir de quelques années de retraite, ici, il suffisait d'avoir travaillé durant les quatre années de la guerre (1941-1945) pour jouir de privilèges toute sa vie. De fait, la nouvelle élite politique et sociale de la Yougoslavie a été entièrement recrutée sur le critère de l'engagement dans les détachements partisans. Encore aujourd'hui, beaucoup de dirigeants âgés doivent leur promotion à leurs exploits de jeunesse, aussi bien Franjo Tudjman en Croatie que Kiro Gligorov en Macédoine. Le Serbe Milosevic ou le Monténégrin Djukanovic appartiennent à la première génération de leaders n'ayant pas fait la guerre, mais la carrière de Milosevic n'a été possible que grâce à son insertion dans le clan familial de son épouse Mirjana Markovic, structuré autour de vieux combattants prestigieux. A tous les niveaux de prestige et de responsabilité, la participation à la guerre partisane a été le principal moteur de promotion sociale en Yougoslavie.

Seule l'Armée bosniaque, plus qu'aucune autre armée héritière, a conservé une part des attributs formels du passé - à commencer par le nom d'Armija, auquel a été préféré aussi bien en Croatie qu'en nouvelle Yougoslavie le terme slave de Vojska. L'auto-identification de l'Armija bosniaque à l'Armija des Partisans reposait sur une assimilation politique entre la « lutte de libération antifasciste » de la Deuxième Guerre mondiale et la résistance contre « l'agression serbe » de 1992-1995. Beaucoup plus que la Serbie ou la Croatie, la Bosnie-Herzégovine est restée fidèle au souvenir des Partisans ².

Armée nationale et « yougoslavisme intégral »

L'Armée yougoslave a toujours été une armée de conscription, dotée de la fonction idéologique de fondre les diversités nationales des appelés dans le creuset commun de la défense de la patrie, le modèle jacobin français n'étant pas très éloigné de cette conception. Cette conception militaire s'appuyait sur l'idéologie du « yougoslavisme intégral », relativement dominante à partir de la fin des années 1940. Cette tendance visait à dépasser les antagonismes nationaux pour former « un nouveau peuple yougoslave », à partir de ses différentes composantes (serbe, croate, slovène, macédonienne). Le retour de bâton aura lieu dans les années 60, avec l'instauration de la réforme économique de 1965 et la mise à l'écart du tout-puissant ministre de l'Intérieur Aleksandar Rankovic, représentant au sein du Parti d'une conception traditionnelle serbe tendant à confondre yougoslavisme et unité nationale - sous-entendue serbe. Ce nouveau cours trouvera son achèvement dans la constitution décentralisatrice de 1974.

À partir de cette date, l'essentiel du pouvoir fut transféré aux six républiques et aux deux provinces autonomes qui constituaient la Fédération yougoslave. La Ligue des communistes de Yougoslavie (SKJ) avait elle-même cessé de présenter toute forme d'unité, pour se transformer en instance de coordination des différents partis de chaque entité fédérée, c'est-à-dire des différentes bureaucraties nationales. La Fédération yougoslave avait cessé d'avoir une existence politique en tant que Fédération, pour se transformer en une « confédération autoritaire », où les seuls centres de pouvoir communs étaient le Maréchal-Président Josip Broz Tito, tant qu'il vécut, et l'Armée³. Après la mort de Tito, seule l'Armée veillait encore.

L'armée s'estimait investie du rôle de faire vivre, de gré ou de force, l'idéologie officielle à l'époque titiste de « l'unité et (de) la fraternité » (*bratstvo i jedinstvo*). Ainsi, lorsqu'à la fin des années 1980, reprenant une aspiration populaire dans leur république, les dirigeants réformateurs slovènes réclamèrent que les appelés puissent effectuer leur service militaire dans leur république d'origine, cette demande fut perçue comme un geste « anti-yougoslave ». Les dirigeants slovènes, en centrant leurs critiques sur la JNA, savaient bien qu'ils s'attaquaient à la dernière institution fédérale. Dans les faits, au contraire, les conscrits étaient le plus souvent envoyés fort loin de leur république d'origine. Le serbo-croate était bien sûr la langue de l'Armée, à l'exclusion du slovène, du macédonien et a fortiori de l'albanais ou du hongrois, langues pourtant dotées d'une reconnaissance légale au niveau de la Fédération ou des républiques

où elles étaient pratiquées. Ce rôle fondateur de la «yougoslavité» de la JNA n'a pas été repris par l'Armée de la nouvelle Yougoslavie. Par exemple, le sort des conscrits albanais du Kosovo a bien évolué. Soumis à des brimades systématiques dans les années 1980, envoyés bien souvent en première ligne lorsque la JNA intervint en Croatie, ils sont aujourd'hui... dispensés de facto du service militaire ! Beaucoup de jeunes Albanais ont dû s'exiler dans les années 1980 et au début des années 1990 pour éviter de faire leur service, mais aujourd'hui, l'obligation de conscription n'est plus respectée. Le régime n'estime plus nécessaire de « casser » ces jeunes gens par l'épisode éprouvant du service militaire et craint surtout de fournir une instruction militaire, même rudimentaire, à des séparatistes potentiels. La crainte d'introduire la Cinquième colonne dans l'Armée est la plus forte, ce qui tend bien à prouver, sur un plan symbolique, que les autorités elles-mêmes ne croient plus à la fiction de l'existence maintenue d'une Yougoslavie dont le Kosovo voudrait encore faire partie. Les Albanais du Kosovo n'ont plus vocation à se rallier à feu l'idéologie de « l'unité et (de) la fraternité », ils sont désormais des ennemis que l'Armée doit réduire, ce à quoi elle a commencé à s'employer directement en 1998.

De même, les Monténégrins n'ont cessé, en plusieurs étapes, de prendre leurs distances par rapport à l'Armée. À l'automne 1991, la ville dalmate de Dubrovnik était bombardée par la JNA depuis le territoire du Monténégro voisin. Les soldats monténégrins participèrent et moururent en masse à la bataille livrée pour s'assurer le contrôle de la presqu'île de Prevlaka, fermant le débouché des bouches de Kotor. A la suite de cet événement, un puissant courant pacifiste s'exprima dans la société monténégrine, amenant le gouvernement monténégrin, pourtant alors composé d'hommes-liges du président serbe Slobodan Milosevic, à se dissocier de cette aventure militaire. Un décret suspendit la participation des appelés monténégrins de l'Armée yougoslave à des opérations militaires en-dehors du territoire de leur république. Ce décret a été réactualisé en 1998, à propos de la guerre du Kosovo, par le président démocrate Milo Djukanovic. Malgré cela, un grand nombre d'appelés monténégrins ont été envoyés au Kosovo, notamment pour participer au contrôle du « corridor de sécurité » établi par l'Armée yougoslave le long de la frontière du Kosovo avec l'Albanie. Les désertions se comptent par centaines, et les jeunes Monténégrins qui parviennent à regagner leur pays n'ont qu'à se déclarer déserteurs auprès de la police monténégrine, sans être nullement inquiétés. Dépourvues

désormais de charge émotionnelle, les relations du Monténégro avec la nouvelle Jugoslovenska Vojska ne font que suivre le rythme compliqué du jeu politique entre la république et le pouvoir fédéral. La nouvelle Vojska est-elle encore yougoslave, ou purement serbe ?

Le détournement nationaliste

Le haut commandement de l'Armée a directement contribué à la prise de pouvoir de Slobodan Milosevic au sein du Parti communiste de Serbie. L'Armée a soutenu Milosevic dans ses putschs « anti-bureaucratiques » en Serbie, en Voïvodine et au Monténégro. Elle voyait en lui le seul défenseur possible d'une Fédération yougoslave qui allait à vau-l'eau. Lors de « l'avènement du peuple » et des « révolutions anti-bureaucratiques » de 1988-1989, c'est-à-dire des grandes campagnes de meetings qui permirent à Milosevic de consolider son pouvoir et de confirmer la conversion du régime au nationalisme, tous les « mouvements de masse » structurant la société, issus de l'héritage communiste, furent mobilisés. En plus des syndicats, des organisations comme l'Union des anciens combattants de la lutte de libération antifasciste furent appelées à mobiliser leurs troupes. Le nouveau parti socialiste de Serbie (SPS) est l'héritier direct de l'ancienne Ligue des communistes de Serbie, notamment dans son habileté à utiliser les courroies de transmission traditionnelles pour toucher les masses.

Dans ses mémoires, intitulées de manière révélatrice *Une Armée sans État*, le général Kadijevic, chef d'état-major de la JNA au moment de l'éclatement de la Yougoslavie, expose sa vision d'ensemble géopolitique⁴ : les réformes introduites dans les années 1980 dans l'ensemble des pays socialistes auraient été une manoeuvre visant à détruire le socialisme. Pour le général Kadijevic, défense du « socialisme » et défense du cadre étatique yougoslave contre les « ennemis » séparatistes étaient deux notions synonymes, et à sa suite, le haut commandement de l'Armée accepta de voir en Slobodan Milosevic et dans les nouveaux dirigeants du Parti communiste serbe les meilleurs défenseurs du socialisme et de la Yougoslavie. Le ralliement de l'Armée au nationalisme serbe n'avait pourtant rien d'inéluctable. Il semble plutôt qu'il y ait eu une manipulation réussie de la hiérarchie militaire par le régime de Milosevic. La JNA croyait défendre la Yougoslavie unitaire quand elle intervenait directement aux côtés des milices serbes en Croatie à l'été et à l'automne 1995, alors que le combat qui se menait n'avait rien à voir avec la défense de la

Yougoslavie. L'Armée a été transformée par cette guerre, menée largement par les milices nationalistes, comme les « Tigres » de Zeljko Raznatovic - Arkan ou les Aigles blancs du fasciste Vojislav Seselj. Les hommes de ces milices ont souvent rejoint l'armée régulière des Serbes de Bosnie, commandée par un ancien colonel de la JNA devenu général, Ratko Mladic, quand ils n'ont pas connu une intégration progressive dans les structures de la nouvelle Armée yougoslave. Quelques officiers serbes ont déserté, par refus de participer à une « sale guerre » contre le peuple qu'ils devaient défendre, mais ce choix héroïque, impliquant la perte de tout statut social, est resté archi-minoritaire. Les lieux communs sociologiques sur la « revanche des paysans contre les villes », ou les schémas nationalistes croates ou bosniaques ne sont guère applicables pour comprendre l'attitude de l'Armée. Le général Raseta, commandant la Cinquième région militaire yougoslave, qui incluait la région de Zagreb et la Slovénie, au moment de la guerre de Croatie, était de nationalité croate. Une part importante du haut commandement a bien cru défendre la Yougoslavie contre les « fascistes oustachis » en bombardant Dubrovnik. La nature de la guerre et tout particulièrement peut-être le siège de Vukovar ont par contre entraîné une profonde mutation des valeurs de l'Armée.

Le parcours du général Mladic est révélateur d'une évolution idéologique d'une partie du commandement. Alors qu'il commandait la garnison de Knin, en Croatie, dans les années 1980, le colonel Mladic faisait partie des réseaux ultra-secrets chargés d'attiser le nationalisme serbe et de préparer l'insurrection serbe de Croatie, dans le cadre du plan RAM. Ces réseaux étaient largement pilotés par des hommes du service secret de la police, le SDB, qui avaient construit aussi leurs propres réseaux dans l'Armée et son service de contre-espionnage, le KOS⁵. Si ce sont probablement les services secrets du ministère de l'Intérieur (SDB) qui ont planifié la destruction de la Yougoslavie, il est au moins certain que beaucoup de militaires étaient impliqués dans ces machinations.

Le pilier du régime ?

Lors des manifestations de l'hiver 1996-1997 qui ont sérieusement ébranlé le pouvoir de Slobodan Milosevic, le général Momcilo Perisic, devenu par la suite chef des armées, avait déclaré à la presse qu'en aucun cas il n'interviendrait contre les étudiants. De même que